

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 AVRIL 1999

N° 267 PRIX 4 FF



NON AUX BOMBARDEMENTS DE L'OTAN

SUR LA SERBIE

NON A LA "PURIFICATION ETHNIQUE"

DE MILOSEVIC

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
Sénégal: Insécurité
sur les routes...

Page 5
Côte d'Ivoire: Un
impôt déguisé

Page 7
Tchad: La population
inquiète des affrontements dans le Nord

Page 8
Burkina: Le régime
assassine un journaliste gênant

Page 9
Niger: Les intérêts
des impérialistes demeurent

Page 10
Immigration: Pour la
régularisation de
tous les sans-papiers

ABONNEMENTFRANCE:

1 an: 85 FF

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

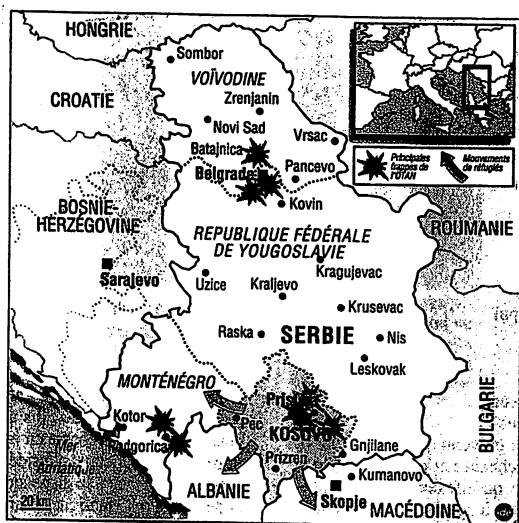
**NON AUX BOMBARDEMENTS
DE L'OTAN SUR LA SERBIE!
NON A LA "PURIFICATION
ETHNIQUE" DE MILOSEVIC!**

Depuis le 23 mars, sous la direction des Etats-Unis, l'aviation de l'OTAN bombarde sans cesse la Serbie sous prétexte que Milosevic, le chef de l'Etat serbe, mène une politique dictatoriale à l'égard de la population albanaise du Kosovo. Ces bombardements intensifs ont détruit des casernes, des quartiers généraux de l'armée serbe mais aussi des usines, des ponts, des raffineries de pétrole. Un quartier d'habitation a également été touché, faisant au moins une dizaine de morts et plusieurs dizaines de blessés. Tout dernièrement, c'est un train de voyageurs qui a été bombardé.

Loin de faire tomber le régime de Milosevic, ces bombardements l'ont au contraire renforcé dans le sens où il a réussi à rallier autour de lui, par réflexe nationaliste, une grande partie de ses anciens opposants. Milosevic a profité de l'exacerbation des sentiments nationalistes pour accentuer sa politique de "purification ethnique" contre la population albanaise majoritaire au Kosovo. Plusieurs centaines de milliers d'habitants de cette région ont dû la quitter de force pour se réfugier dans les pays voisins. Et Jospin dont le gouvernement a participé à ces bombardements sous prétexte de raisons "humanitaires", a eu le cynisme de déclarer (avant de changer d'avis sous les feux de la critique) qu'il était hostile à accueillir en France les réfugiés Kosovars qui fuient la persécution du régime de Milosevic.

Milosevic est un dictateur sanguinaire. La politique qu'il mène en Serbie est dramatique non seulement pour les habitants non serbes qu'il veut chasser du Kosovo pour en faire un pays "ethniquement pur", mais aussi pour le peuple serbe dont il se prétend le défenseur. C'est un fossé de plus de haine et de sang qu'il est en train de creuser entre les différents peuples des Balkans que l'histoire de cette région de l'Europe a profondément entremêlés depuis des siècles au point que même à l'intérieur d'un village ou d'un quartier vivent des habitants de différentes origines ou de religions. Sous le régime de Tito, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ces différents peuples avaient coexisté au sein de la

Yougoslavie. Bien de jeunes, issus de mariages mixtes, ne savaient plus quelle était leur "ethnie". Ils se disaient tout simplement Yougoslaves. C'est la rivalité des dirigeants politiques, s'appuyant sur les sentiments nationalistes les plus étriqués ou les exacerbant, qui finit par générer des guerres entre ses peuples. Cela a entraîné plusieurs dizaines de milliers de morts, ainsi que l'éclatement de la Yougoslavie. C'est ainsi que sont nés des micro-Etats comme la Croatie, la Slovénie, la Bosnie ou la Macédoine issus de cet éclatement.



Les révolutionnaires communistes tout en étant internationalistes - c'est-à-dire pour la constitution de vastes ensembles, sans frontières entre les peuples, car l'avenir c'est dans l'union la plus large et la plus fraternelle possible entre les populations débarrassées des oripeaux du nationalisme - sont également pour le droit de chaque peuple de choisir démocratiquement son destin, y compris celui de vivre séparément des autres même si nous pensons que l'intérêt des travailleurs et des exploités est plutôt dans leur union. C'est pourquoi nous sommes pour le droit du peuple de Kosovo à l'autodétermination.

Demain, peut-être, si les dirigeants de l'impérialisme, en particulier ceux des Etats-Unis, le veulent, naîtra un nouvel Etat: le Kosovo. Les dirigeants de cet éventuel futur Etat, choisis par les dirigeants impérialistes, ne seront certainement pas plus démocratiques envers leur propre peuple que ne le sont les autres Etats voisins déjà existant envers les leurs et qui bénéficient du soutien de ces mêmes dirigeants impérialistes.

Depuis plus d'un siècle, la région des Balkans constitue un terrain de rivalités d'intérêts entre les puissances impérialistes anglaise, française et allemande. Ce sont ces mêmes puissances qui avaient encouragé, en soutenant chacun leur poulain parmi les dirigeants nationalistes locaux, ceux qui poussaient à l'éclatement de la Yougoslavie, entre autres un dirigeant comme Milosevic.

L'oppression du peuple albanais du Kosovo par le régime de Milosevic est le dernier des soucis des dirigeants impérialistes même s'ils affirment le contraire. Car si cela était vraiment leur souci, en particulier ceux des dirigeants américains, ils n'auraient pas autant d'indulgence envers les dirigeants nationalistes israéliens qui oppriment depuis des décennies le peuple palestinien, ou des dirigeants de la Turquie, membre de l'OTAN, qui oppriment le peuple Kurde. Qui oserait croire que l'impérialisme français qui a mené des guerres coloniales atroces en Algérie, au Vietnam, a soutenu des sanguinaires comme Mobutu et continue de soutenir à l'aide de ses légionnaires les Bongo et les Eyadema, bombarde la Serbie pour voler au secours des Kosovars victimes de la barbarie de Milosevic ? Qui oserait croire que l'impérialisme américain qui avait aidé Pinochet pour renverser le régime d'Allende et soutenu durant des années ce régime militaire massacreur des opposants, est aujourd'hui contre le bourreau de

Belgrade parce qu'il bafoue le droit de l'homme au Kosovo ?

Non, la seule raison des bombardements de l'OTAN est d'imposer l'ordre mondial des grandes puissances et d'amener

Milosevic à être plus obéissant à cet ordre. Les travailleurs n'ont pas à accorder le moindre soutien à une guerre qui n'est pas menée pour défendre un peuple mais pour imposer, contre les peuples, la loi des grandes puissances.

SENEGAL (REGION DU FLEUVE)

INSECURITE SUR LES ROUTES ET DANS LES VILLAGES

Le 10 mars dernier, des voyageurs en voiture ont été attaqués par des bandits armés entre les villages Koungani et Golmy, dans le département de Bakel. Non seulement ils ont été dépouillés, mais il y a eu de plus un mort et un blessé lors de l'attaque.

Le 15 février dernier cinq autres voyageurs à destination du village Diawara ont été aussi attaqués. Ils ont été dépouillés de tout leur argent et objets de valeur. Ils sont arrivés dans leur village les mains et les poches complètement vides.

Souvent parmi les victimes se trouvent des travailleurs immigrés qui rentrent chez eux avec leurs économies et celles de leurs familles ou amis qu'ils ont mis des années à gagner.

Ces attaques ne sont pas des cas isolés. Ces dernières années, elles sont devenues fréquentes. Et depuis quelque temps la situation s'est encore empirée.

En effet il faut rappeler que depuis le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie en 1989, la situation était devenue critique dans la région du Fleuve. Des milliers de Mauritanais "négro-africains" sont partis se réfugier de l'autre côté du fleuve, au Sénégal et au Mali. Ils se sont entassés le long de la frontière. Les uns sont allés gonfler les villages, les autres se sont installés dans des villes comme

Kayes, Bakel, Matam etc. Et souvent en quittant précipitamment la Mauritanie, ils ont pris avec eux le peu de biens qu'ils possédaient, laissant souvent leur bétail. Au début des années 90 des bandes armées se sont constituées. Certaines se nommaient "Rougyenkobés" (guerriers en peuhl) et opéraient à partir du territoire malien. Elles allaient en Mauritanie pour récupérer leur bétail qui leur a été confisqué. Parmi ces bandes armées quelques unes s'attaquaient aux villageois et aux voyageurs. Et à l'époque les gouvernements sénégalais et malien ne faisaient rien. Ils se contentaient de déclarations rassurantes. C'est le cas d'Abdou Diouf qui déclarait récemment "avoir donné personnellement des directives pour mettre fin aux activités des bandits qui font la loi dans les départements de Bakel, Matam et Podor".

Depuis des années, dans les trois pays longeant le fleuve Sénégal la situation économique et sociale ne fait que s'empirer. Les sans-travail ont gonflé le nombre des chômeurs dans les villes et les villages. Et dans ce cas-là, à l'image des autres pays d'Afrique comme le Nigéria, le Cameroun ou le Tchad, des coupeurs de route s'attaquent aux petites gens pour les voler et les dépouiller.

Aussi un certain nombre de ressortissants des villages du fleuve Sénégal vivant en France ont commencé à se regrouper pour

discuter comment faire face à cette nouvelle situation.

Il est vrai que le système qui domine le monde, engendre des maux comme le banditisme, la délinquance des jeunes ou la prostitution. L'insécurité dans les villages et les villes est la conséquence du chômage et de la crise.

Ce que nous vivons à l'heure actuelle n'est d'ailleurs pas quelque chose d'inhérent à l'Afrique. Dans tous les pays du

Tiers-Monde les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et les pouvoirs locaux ne sont-là que pour servir les intérêts des possédants et au passage, se servir eux-mêmes. C'est pourquoi pour lutter contre le banditisme et la délinquance, il ne faut pas compter sur ces gouvernements en place. L'armée et la police sont plus occupées à racketter en toute impunité les chauffeurs de taxi-brousses et les voyageurs qu'à les protéger.

COTE D'IVOIRE

L' AUGMENTATION SODECI UN IMPOT DEGUISE

Après la redevance RTI (télévision) sur les factures CIE (électricité), voici la redevance pour "l'assainissement de la ville d'Abidjan" sur les facture Sodéci (eau). Tous les moyens sont bons pour faire payer la population pauvre.

En Côte d'Ivoire, pour les familles des classes laborieuses, avoir une télévision signifie des années d'économie et de privations. Et la redevance mensuelle de 1 000F CFA n'est qu'une manière de plus de leur extorquer de l'argent. D'ailleurs, qui a vu une amélioration de la télévision depuis peut-être 2 ans qu'existe cette redevance? Et pourtant, des milliards de francs ont déjà été ramassés. En fait, ce n'était rien de plus qu'un impôt supplémentaire qui est allé dans les poches de quelques hauts dignitaires du régime ou de quelques bourgeois.

Cette première redevance était passée comme une lettre à la poste, sans réaction de la population, et voilà que je te remets ça!

Cette nouvelle redevance soi-disant pour "l'assainissement de la ville d'Abidjan", qui sera effective dans un peu plus de deux mois, est particulièrement scandaleuse. On

peut être certain par avance que rien ne sera fait en matière "d'assainissement" dans les quartiers où vivent les travailleurs et leurs familles, redevance ou pas. Parce que là n'est pas le problème de ceux qui nous gouvernent. Sinon, cela se serait vu depuis longtemps.

Par contre, comme ils l'ont annoncé, ils vont probablement "assainir" la baie de Cocody. Eh oui, les Bédié et autres bourgeois qui habitent à proximité ont le nez plutôt sensible! Alors, s'ils peuvent améliorer leur qualité de vie avec un financement puisé dans la poche des pauvres, pourquoi se gêneraient-ils?

Cette nouvelle augmentation de la facture Sodéci est d'autant plus scandaleuse que la pénurie d'eau dans les quartiers pauvres de Yopougon, Abobo ou Koumassi est fréquente. C'est ainsi que depuis plus de 3 mois par exemple, certains quartiers de Yopougon tel que Annaneraie, Gesco, Cité Mamie Adjoua, Banco-Nord, Toit rouge, etc, n'ont de l'eau dans leur robinet que deux fois par jour: de 10h à 14h et de 22h à 1h le matin. Et au mois de février le ravitaillement en eau n'était possible qu'entre 22h et 6h du matin. Ne parlons même pas des quartiers entiers où l'eau de Sodéci

n'est même pas desservie. Et ne parlons même pas non plus de la situation à l'intérieur du pays où des villes comme Oumé ne sont même pas desservies durant des mois et des mois à cause d'une simple "panne de moteur".

Ce nouvel impôt qui ne dit pas

son nom n'est pas justifié du point de vue des pauvres, comme tous les autres impôts tant que la gestion de la société est entre les mains d'une minorité au service de la bourgeoisie! C'est eux qui amassent l'argent, qui s'enrichissent en exploitant les travailleurs. C'est donc à eux de payer!

COTE D'IVOIRE

UN RICHE COMMERÇANT VICTIME DE LA VIOLENCE ACCUMULEE PAR LA SOCIETE CAPITALISTE

Le 30 mars dernier, à Divo, un riche commerçant soupçonné d'avoir commandité le meurtre d'une élève de 14 ans pour en faire des "sacrifices", a été brûlé vif devant son domicile par des élèves en colère.

Tout a commencé le 17 mars, quand ce jour-là, le corps sans vie d'une élève massacrée à coups de machette a été retrouvé dans une brousse près de Divo. Selon certaines informations, cette fille a été vraisemblablement tuée par un homme qui l'a violée et qui ne voulait pas laisser des traces. Mais très vite, des rumeurs circulaient au sujet d'un riche commerçant d'origine malienne qui vivait depuis longtemps dans cette ville, le désignant comme étant à l'origine du meurtre de la jeune fille. D'après ces rumeurs, ce Malien serait devenu riche grâce aux "sacrifices humains" auxquels il se livrait de façon rituelle.

Comme dans le passé, beaucoup de meurtres de ce genre étaient restés impunis, les élèves de cette ville ont tenu à ce que le meurtrier de leur camarade soit puni. Et c'est pour exprimer à haute voix cette volonté aux autorités locales qu'une manifestation de plus de 4.000 élèves a eu lieu le 30 mars. C'est au cours de cette manifestation que courait une autre rumeur selon laquelle le commerçant en question "aurait tiré à bout portant sur un

élève".

Une foule d'élèves s'est alors rendue au domicile du commerçant. Se sentant menacés, le commerçant et son gardien les ont accueillis à coups de fusil, blessant plusieurs élèves. C'était la faute à ne pas commettre. Les élèves, déjà très en colère, s'étaient déchaînés. Si le gardien a pu s'échapper par une porte de secours, le corps du commerçant, lui, a été la proie des flammes, sous les yeux des autorités locales qui ont jugé prudent de prendre leurs jambes à leur cou.

Ce riche commerçant était peut-être une ordure. De plus, sa prospérité a dû susciter pas mal de jalousie chez ses concurrents. Ajoutez à cela le fait qu'il fût un "étranger", et il n'y avait pas besoin d'aller chercher loin le bouc-émissaire "idéal" dans cette période où les politiciens, ceux du pouvoir comme une partie de ceux de l'opposition jouent la fibre de "l'ivoirité" et ont tendance à désigner ceux qu'ils qualifient d'"étrangers" comme des délinquants potentiels.

Et, dans la situation actuelle où la pauvreté est partout, aggravée par la crise et le chômage, les rancoeurs s'accumulent et le mécontentement est grandissant, il suffit d'un rien pour que la colère explose, comme ce fut le cas à Divo.

COTE D'IVOIRE**PALMCI : TRAVAILLEURS EN GREVE**

En mars dernier, les 500 manoeuvres chargeurs et récolteurs de l'Ensemble Agro-Industriel (EAI) de la Palmci de Divo étaient en grève pendant plusieurs jours pour réclamer entre autres: une augmentation des salaires, une prime pour le ramassage des fruits et le remboursement des médicaments à 80%.

Ces travailleurs sont très mal payés et leurs conditions de travail sont insupportables. A ce sujet, l'un d'entre eux a déclaré: "Certains travaillent ici depuis plus de 30 ans. Mais ils sont

toujours à la 3ème catégorie. Ils n'avancent jamais, ce n'est pas normal". Un autre a ajouté: "Nous travaillons comme des animaux. Si on ne nous écoute pas, nous allons créer notre propre syndicat. Parce que nous sommes marginalisés. Nos intérêts sont piétinés".

A côté de cette exploitation sans merci que subissent les travailleurs de Palmci, ce qu'ils revendiquent n'est pourtant que le strict minimum. Mais pour les imposer, ils sont obligés de se battre durement.

TCHAD**LA POPULATION EST INQUIETE
DES AFFRONTLEMENTS DANS LE NORD**

Depuis plusieurs mois la population est inquiète, surtout à Ndjaména la capitale, des affrontements persistants dans le Nord du pays, entre les forces gouvernementales et des éléments rebelles dirigés par Youssouf Togoïmi, ancien ministre de la Défense du dictateur Idriss Déby.

Selon des voyageurs de retour du pays, tout tourne au ralenti. La principale préoccupation des dirigeants, c'est cette rébellion qui les empêche de manger, boire et dormir en paix, et surtout comment y mettre un terme. Les administrations sont presque désertées, et il est fort difficile de se faire délivrer le moindre papier administratif, à l'exception du service visas, passeports, cartes d'identité nationales. Car là, il y a de l'argent à empocher. Les ministres sont sur le qui-vive. Chacun pense déjà à la perte de son poste et surtout à mettre l'argent de côté en piochant dans les caisses de l'Etat, tant qu'il est encore temps. Ces messieurs ne sont surtout pas à plaindre car certains savent

retourner leur veste à temps pour manger avec un nouveau régime; d'autres, sentant venir l'orage, auront eu le temps de s'installer à l'étranger avant qu'il n'éclate.

Ceux qui sont vraiment à plaindre, ce sont les pauvres, principales victimes des affrontements entre les rebelles et les forces armées du gouvernement, car la plupart n'ont pas les moyens de fuir la guerre. Les populations, par expérience, savent que, à chaque prise de pouvoir, ça se passe toujours dans un bain de sang, de Goukouni Oueddeye à Idriss Déby, en passant par Hissen Habré. Et à juste titre, elles craignent pour leur vie.

Une autre préoccupation vient s'ajouter à cette crainte: la canicule. L'an dernier, en avril, à cause de la chaleur exceptionnelle, des centaines de personnes étaient mortes, notamment à Ndjaména et dans le Nord. Et voilà que cela recommence cette année. Des cas de dysenterie et de diarrhée sont signalés dans certaines familles.

Certes, on ne peut reprocher au gouvernement le fait que, la température grimpe jusqu'à 47° à l'ombre. Mais le strict minimum, comme par exemple décider que l'on ne travaille pas entre 12h et 15, ou mettre à la disposition des populations un service d'eau potable, de sel; aménager des

aires de repos ombragés, etc. n'a pas été fait.

Bien sûr les riches qui ont de l'eau fraîche dans les frigos, qui possèdent des maisons et bureaux climatisés, des médecins à leur service, ne sont pas autant touchés que la population pauvre qui manque de tout.

BURKINA FASO

LE REGIME ASSASSINE UN JOURNALISTE GENANT

Récemment, quelques trois milliers de personnes ont manifesté dans la rue à Ouagadougou, pour protester contre l'assassinat d'un



Ouagadougou: Manifestation d'étudiants après la mort de Zongo

journaliste, Norbert Zongo, qui enquêtait sur un crime impliquant le frère du président Blaise Compaoré.

L'affaire remonte à la mort suspecte du chauffeur du frère de Compaoré. Certains racontent que la victime aurait demandé, avec

insistance, le versement de son salaire; d'autres qu'il aurait manqué de respect à son patron. Vrai ou faux? Pour faire la lumière là-dessus, Norbert Zongo commence son enquête. En décembre, il est assassiné.

Au début, le gouvernement burkinabé avait tenté d'étouffer l'affaire pour ne pas éclabousser Compaoré. Mais au fil du temps la protestation a pris de l'ampleur et le président a été contraint d'accepter la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur la mort du journaliste. Mais cette commission a plutôt tendance à faire du "sur-place" tandis que le mouvement de contestation semble se propager.

Blaise Compaoré est un dictateur. Pour s'emparer du pouvoir, il n'avait pas hésité à tuer Sankara, celui qu'il prétendait être son ami intime. Cette affaire dans laquelle est trempé son frère n'est certainement pas la seule affaire louche sous son régime. Malheureusement pour lui, il n'a pas réussi à l'étouffer.

NIGER**LES GALONNES SE SUCCEDENT
LES INTERETS IMPERIALISTES
DEMEURENT**

Le général président du Niger, Ibrahim Baré Maïnassara, a été abattu par sa garde présidentielle le 9 avril. Son premier ministre, après avoir qualifié l'évènement d'"accident malheureux" a aussitôt dissous l'Assemblée Nationale et écarté du même coup le président de celle-ci du fauteuil de l'intérim présidentiel qui lui revenait conformément à la constitution du régime. Les députés, toutes tendances réunies, accrochés à leur poste, protestèrent de leur mise à l'écart autoritaire avant de s'y résigner. Mais après trois jours de flottement il semble que c'est le commandant Daouda Wanké, l'ancien chef de la garde présidentielle, qui s'est auto-proclamé président. Comme son prédécesseur, il a promis des élections pour dans six mois.

français mais aussi par les différents partis politiques locaux comme l'homme providentiel qui avait mis tout le monde d'accord. Tantôt il maniait la politique de la "réconciliation" en offrant quelques strapontins aux uns, quelques postes



Maïnassara en Chine en 1997

Une chose est au moins sûre: quoiqu'il en soit, cet énième coup d'Etat au Niger ne changera pas le sort de la population qui vit depuis l'indépendance sous la botte des dictateurs, civils et militaires. Maïnassara lui-même, est arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch en renversant Mahamane Ousmane en janvier 1996. Il fut un des proches du colonel Seynie Kountché qui fit régner la terreur entre 1974 et 1987. Il avait été ministre puis ambassadeur de son régime à Paris. Six mois après son coup d'Etat, il organisa un simulacre d'élection où, tout naturellement, il fut élu président et fut félicité par ses maîtres de Paris. Il mit fin, par son coup d'Etat à l'effervescence de la période dite de "transition démocratique" où les cliques politiques rivales n'arrivaient pas, de conférence nationale en conférence nationale, à se mettre d'accord pour le partage du pouvoir qu'ils considéraient tous comme leur gâteau personnel. Il a été pour cela considéré, par l'impérialisme

de sinécures aux autres, tantôt il utilisait la politique du bâton pour réprimer violemment ses opposants.

Les caisses de l'Etat déjà vidées par tous les dictateurs qui se sont succédés, ont continué de l'être avec Maïnassara au point que dans la fonction publique les salaires accusaient plus d'un semestre de retard. Et ce n'est certainement pas avec le ou les nouveaux arrivants au pouvoir que le sort de la population laborieuse va changer. Quant aux intérêts de l'impérialisme français, l'ancienne puissance coloniale du Niger, ils vont continuer, tout comme avec les pouvoirs précédents, d'être honorés même si du bout des lèvres on entendra peut-être certains dirigeants français prononcer quelques mots démagogiques sur le

respect des droit de l'homme. Dans quelques mois, le nouveau pouvoir va s'offrir des élections sur mesure et

le président sera félicité par Paris...jusqu'au prochain coup d'Etat.

IMMIGRATION

POUR LA REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Le 27 mars dernier a eu lieu à Paris, après bien d'autres, une manifestation réunissant plusieurs milliers de personnes pour protester contre la politique du gouvernement français à l'égard des sans-papiers. Elles ont apporté leur soutien envers ceux qui sont réprimés pour avoir refusé d'être expulsés et pour la régularisation immédiate de tous les sans-papiers.

ceux qui refusent l'expulsion ou qui soutiennent les expulsés. C'est ainsi que le 8 mars dernier, Michel Beurier, un responsable syndical de la CGT, a été condamné a deux mois de prison avec sursis et à 3 000F d'amende, par le tribunal de Clermont-Ferrand. Il est accusé de "violence à agent de la force publique" et d'"aide au séjour irrégulier" parce que lors d'un procès où comparaisait un jeune Sénégalais sans-papiers condamné à l'expulsion immédiate, celui-ci est parvenu à s'échapper.



**Manifestation des Sans-papiers
en novembre 1998**

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Clermont-Ferrand pendant que se déroulait le procès de Michel Beurier mais le tribunal n'en a pas tenu compte. Il a tenu au contraire à avertir et à intimider tous les sans-papiers et tous ceux qui osent leur apporter un soutien, que la justice sera intraitable envers eux s'ils refusent l'expulsion. Déjà, le 28 mars 1998, un sans-papier, Serine Diawara, avait écopé d'une année de prison ferme pour avoir refusé d'être embarqués dans un avion. Plus récemment, d'autres sans-papiers débarqué des avions en raison de protestations des passagers, risquent la prison.

Malgré les manifestations qui se succèdent pour faire reculer le gouvernement de Jospin, les 60 000 environ sans-papiers qui avaient déjà déposé leur demande de régularisation sont toujours considérés comme des indésirables sur le sol français. Jospin refuse non seulement de régulariser ceux à qui il avait pourtant laisser entendre qu'ils allaient avoir leur papier s'ils en faisaient la demande en bonne et due forme, mais de plus son gouvernement poursuit sévèrement

Jospin et Chevènement se montrent d'autant plus fermes à l'égard des sans-papiers qu'ils ne veulent pas être taxés, par les partis de droite et d'extrême-droite, de "laxisme" envers l'immigration. Alors, pour des raisons électorales, afin de récolter quelques voix dans le camp de l'électorat hostile aux travailleurs immigrés, ils font tout pour être dans la lignée de Pasqua

et Debré. Mais loin d'intimider les sans-papiers ainsi que les associations et les mouvements qui les soutiennent, cette politique de "fermeté" de Jospin ne contribuera

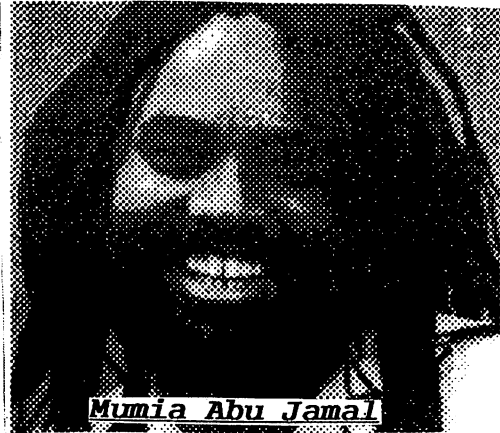
qu'à rendre encore plus "fermes" ceux qui revendiquent leurs justes droits d'avoir des papiers et d'être traités comme des travailleurs à part entière.

U S A

LIBEREZ MUMIA ABU JAMAL !

Un comité de soutien pour la libération de Mumia Abu Jamal écrit notamment: "Arrêté en 1981 alors qu'il portait secours à son frère

notamment en faveur des Black Panthers".



En effet, ce militant de la cause des Noirs et anti-raciste a été jeté en prison sans preuve. Condamné à mort, il clame depuis 17 ans son innocence. Il vit donc sous la menace permanente d'une exécution capitale. Si jusqu'à maintenant il a échappé à la chaise électrique, c'est grâce aux nombreuses protestations et manifestations de soutien de par le monde, notamment en France.

agressé par la police, Mumia Abu Jamal, grièvement blessé, est accusé du meurtre d'un policier. Il est condamné à mort à l'issue d'un procès truqué (dissimulation des preuves favorables à la défense, subornation de témoins, etc.) En réalité Mumia a été condamné en raison de son engagement politique,

Le 17 avril prochain, à Paris, aura lieu une autre manifestation de soutien, organisée par le Comité de Soutien International pour Abu Jamal et les prisonniers politiques aux Etats-Unis. Plus les manifestants seront nombreux dans la rue, mieux ils pourront faire pression sur les autorités américaines pour faire annuler la sentence capitale prononcée contre Abu Jamal.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.